



17 juillet 1998	Adoption du Statut de Rome instituant la CPI
9 juin 2000	La France ratifie le Statut de Rome
26 février 2002	Adoption par la France de la loi relative à la coopération avec la CPI
1 ^{er} juillet 2002	Entrée en vigueur du Statut de Rome instituant la Cour pénale internationale et le Fonds au profit des victimes
Août 2002	Première réunion de l'Assemblée des États parties, adoption d'un budget annuel de 30 millions d'euros pour la première année de la CPI
16 juin 2003	Prestation de serment de Luis Moreno Ocampo, premier procureur de la CPI
16 décembre 2003	Saisine de la CPI par l'Ouganda à propos de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), groupe d'opposition armé ougandais
31 mars 2005	Décision du Conseil de sécurité, à l'unanimité, de saisir la CPI concernant la situation au Darfour (Soudan)
8 juillet 2005	Premiers mandats d'arrêts décernés par le Bureau du procureur de la CPI à l'encontre de cinq commandants de la LRA en Ouganda
16 mars 2006	Première arrestation et remise à la CPI d'un accusé, Thomas Lubanga Dyilo (République démocratique du Congo)
4 mars 2009	Mandat d'arrêt décerné à l'encontre du président soudanais Omar el Béchir pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité
26 janvier 2009	Ouverture du premier procès de la CPI, dans l'affaire <i>Procureur c. Lubanga</i>
Juin 2010	1 ^{ère} conférence de révision de la CPI à Kampala (Ouganda). Adoption de la définition du crime d'agression et du régime de l'exercice de la compétence de la Cour à l'égard de ce crime.
12 juillet 2010	Deuxième mandat d'arrêt à l'encontre du président Omar el Béchir, cette fois pour génocide
9 août 2010	La France adopte la loi portant adaptation du droit pénal à l'institution de la CPI. Elle met en place 4 verrous restreignant l'exercice de la compétence extraterritoriale.
26 février 2011	Décision du Conseil de sécurité, à l'unanimité, de saisir la CPI concernant la situation en Libye

16 novembre 2011	Adoption en France de la loi créant un <i>Pôle spécialisé pour lutter contre les crimes contre l'humanité, les délits de guerre et les crimes de guerre</i>
30 novembre 2011	1 ^{ère} arrestation et remise à la CPI d'un ancien chef d'État, Laurent Gbagbo (Côte d'Ivoire)
Décembre 2011	10 ^{ème} réunion de l'Assemblée des États parties, adoption d'un budget de 108 millions d'euros – soit neuf millions de moins que nécessaire pour le fonctionnement de la CPI en 2012
14 mars 2012	1 ^{er} verdict de la CPI, dans l'affaire <i>Procureur c. Lubanga (RDC)</i> et lancement de la première action en réparation.
3 avril 2012	Annonce par le Bureau du procureur de la suspension de l'examen préliminaire des crimes qui auraient été commis pendant le conflit de 2008 à Gaza tant que la question de savoir si l'Autorité palestinienne est un État n'aura pas été tranchée
15 juin 2012	Prise de fonction du deuxième procureur de la Cour : Fatou Bensouda
1 ^{er} juillet 2012	Dixième anniversaire de la CPI. Amnesty international lance le site http://demandjusticenow.org/
Septembre 2012	Amnesty International Pays-Bas et le Secrétariat international (siège d'Amnesty) créent à La Haye, le Centre pour la justice internationale
5 novembre 2013	Création en France de <i>l'Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité, les génocides et les crimes de guerre (OCLCHGCG)</i>
7 mars 2014	1 ^{er} verdict en dernier ressort de la CPI, dans l'affaire <i>Procureur c. Kantaga</i> . La Cour le déclare coupable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Affaire close.
14 mars 2014	La Cour d'assises de Paris rend un verdict historique en condamnant Pascal Simbikangwa à 25 ans de réclusion criminelle pour crime de génocide et complicité de crimes contre l'humanité, commis entre avril et juillet 1994, dans le cadre du génocide au Rwanda.
1er décembre 2014	La Chambre d'appel a décidé, à la majorité de ses membres, de confirmer le verdict de culpabilité de M. Thomas Lubanga Dyilo et la peine de 14 ans de prison prononcée. La décision clôt la première affaire portée devant la Cour.
5 décembre 2014	Abandon des charges contre le président Kenyan, M. Uhuru Muigai Kenyatta